

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1907.

Proposition de loi relative à la formation des listes des électeurs communaux et provinciaux.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

On est généralement d'accord, aujourd'hui, pour reconnaître l'incohérence de nos lois électorales. Ce ne sont pas seulement les modalités du vote plural, qui varient selon qu'il s'agit de l'électorat communal, provincial ou législatif. C'est le mode d'expression de la volonté des électeurs qui diffère d'un collège à l'autre : pour les Chambres, la représentation proportionnelle ; pour les conseils provinciaux, le régime majoritaire ; pour les conseils communaux, un système mixte, qui refuse toute représentation aux minorités, lorsqu'une liste obtient la majorité absolue, ce qui constitue une véritable prime aux coalitions électorales.

Depuis longtemps déjà, des hommes appartenant à tous les partis ont reconnu la nécessité d'une réforme, tout au moins pour l'électorat provincial et communal.

Les uns se prononcent pour le suffrage universel, soit à 21 ans, soit à 25 ans. D'autres, sans aller jusqu'au suffrage universel, sont d'avis que l'unification des lois électorales s'impose.

Déjà, le 31 juillet 1901, M. Verhaegen le constatait dans son rapport sur les propositions de réforme électorale qui avaient été faites l'année précédente.

« La majorité des membres de la section centrale — écrivait-il — a exprimé l'avis qu'il y avait lieu d'unifier les lois électorales pour les Chambres législatives, les provinces et les communes, notamment en ce qui concerne l'âge de l'électorat, le temps de la résidence et le nombre de votes à accorder à chaque électeur. »

Quelque temps après, lors de la discussion du rapport de M. Verhaegen, M. de Trooz, Ministre de l'Intérieur, ne fit aucune objection de principe à ces conclusions de la section centrale, où, d'ailleurs, ses amis politiques étaient en majorité. Il se borna à dire qu'il repoussait le suffrage universel

pur et simple, déclarant pour le surplus, dans son discours du 13 février 1902 : « ...Le temps matériel nous manque pour aborder utilement l'examen des réformes à introduire éventuellement dans nos lois électorales provinciales et communales. »

Cette objection d'opportunité ne peut plus être faite actuellement. Les élections communales viennent d'avoir lieu. Les élections prochaines pour le renouvellement des conseils communaux n'auront lieu qu'en 1911 et rien n'empêcherait de modifier la loi sur la formation des listes d'électeurs provinciaux avant les élections de mai 1908.

D'autre part, il n'est pas douteux que le nombre des partisans de la réforme électorale ait sensiblement augmenté depuis les dernières élections communales.

Au lendemain de ces élections, M. Léon Delanstheere se déclarait partisan de l'unification. M. Woeste, tout en faisant des réserves, ne s'en déclarait pas adversaire. Bref, tout le monde commence à comprendre que, dans un pays où le principe de la représentation proportionnelle est inscrit dans les lois, pour les élections législatives, il est impossible de laisser des milliers d'électeurs sans représentation, lorsqu'il s'agit des élections communales et provinciales.

Quant à la quatrième voix, au cens différentiel, aux trois années de résidence, il est impossible d'y voir autre chose que des expédients, qu'un parti, qui a de nombreux adhérents dans la classe ouvrière, se doit à lui-même de ne pas laisser subsister plus longtemps.

Dans ces conditions, tout fait prévoir que, sinon les élections provinciales, du moins les élections communales de 1911, ne se feront plus sous l'empire de la loi électorale actuelle.

S'il devait en être autrement, tous ceux qui auraient à se plaindre de ce régime, n'auraient d'autre ressource que de se coaliser, partout où ce serait possible, pour en atténuer les inconvénients.

Mais, dans l'hypothèse probable d'une réforme, quel est le système qui devrait être adopté ?

Plus que jamais nous pensons que ce devrait être le suffrage universel pur et simple.

Nous ne reproduisons pas, une fois de plus, les raisons que, vingt fois, nous avons fait valoir en faveur de l'égalité politique.

Bornons-nous à constater que, depuis quelques années, le suffrage universel a fait son tour d'Europe, pour ne point parler des pays démocratiques de l'Amérique et de l'Australie.

Après la France, l'Allemagne, le Danemark, la Suisse, il a gagné l'Autriche, la Bavière, le Wurtemberg, la Finlande, sans parler des duchés de Lippe et d'Oldenbourg. En Hongrie, le gouvernement s'y est rallié. En Hollande, le ministère De Meester vient de déposer un projet de révision constitutionnelle, afin de lui ouvrir les voies.

Bref, tandis que la Belgique reste l'unique pays où existe le vote plural, le suffrage universel tend, de plus en plus, à devenir la loi de tous les pays dont la civilisation se rapproche de la nôtre.

C'est dans ces conditions que, pour la quatrième fois, nous proposons d'accorder le droit électoral à tous les citoyens belges âgés de 21 ans et ayant six mois de résidence dans la commune.

Nous proposons, en outre, d'appliquer aux élections communales et provinciales le système de représentation proportionnelle qui existe pour les Chambres législatives.

Mais, dans notre pensée, cette extension de la représentation proportionnelle aux élections communales n'est admissible que si le parti qui a la majorité au conseil communal n'est pas menacé de voir choisir le bourgmestre parmi les membres de la minorité, élus par le bénéfice de la représentation proportionnelle.

C'est pourquoi nous demandons, comme le faisaient naguère MM. Woeste et Jacobs, que les conseils communaux, qui élisent déjà les échevins, nomment également le bourgmestre.

E. VANDERVELDE.

PROPOSITION DE LOI

relative à la formation des listes des électeurs communaux et provinciaux.

ARTICLE PREMIER.

Pour être électeur communal, il faut :

- 1° Être Belge de naissance ou avoir obtenu la naturalisation ordinaire ;
- 2° Être âgé de 21 ans accomplis ;
- 3° Être domicilié dans la commune depuis six mois au moins.

ART. 2.

Les dispositions des articles 8, 20, 21 et 22 du Code électoral (loi du 12 avril 1894) relatives à la constatation de la qualité d'électeur, aux exclusions et suspensions, sont applicables aux électeurs communaux.

ART. 3.

Le collège des bourgmestre et échevins procède à la revision des listes électorales communales, en même temps qu'à la revision des listes des électeurs généraux et provinciaux.

Il y maintient ou y inscrit ceux qui, réunissant les conditions de l'électorat communal, ont, au 1^{er} juillet, leur domicile depuis six mois au moins dans la commune.

ART. 4.

Celui qui transfère sa résidence habituelle d'une commune dans une autre, avant le 1^{er} juillet, ne peut être maintenu à cette date sur la liste des électeurs communaux de la commune qu'il a quittée.

WETSVOORSTEL

betreffende het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en de provincie.

ARTIKEL 1.

Om kiezer te zijn voor de gemeente, moet men :

- 1° Belg van geboorte zijn of de gewone naturalisatie hebben verkregen ;
- 2° Den leeftijd van 21 jaren hebben bereikt ;
- 5° Sedert ten minste zes maanden zijn domicilie in de gemeente hebben.

ART. 2.

De bepalingen der artikelen 8, 20, 21 en 22 van het Kieswetboek (wet van 12 April 1894) betreffende de vaststelling der hoedanigheid van kiezer, de uitsluitingen en schorsingen zijn van toepassing op de kiezers voor de gemeente.

ART. 3.

Het college van burgemeester en schepenen gaat over tot de herziening van de lijsten der gemeentekiezers ter zelfder tijd als tot de herziening van de lijsten der algemeene en provinciale kiezers.

Daarop worden door het college behouden of ingeschreven zij, die de vereischten bezittende om kiesgerechtigd voor de gemeente te zijn, op 1 Juli sedert ten minste zes maanden hun domicilie in de gemeente hebben.

ART. 4.

Hij, die vóór 1 Juli zijn gewoon verblijf van eene gemeente naar eene andere gemeente overbrengt, mag, op dien datum, niet worden behouden op de lijsten der gemeentekiezers van de door hem verlaten gemeente.

Il ne peut être inscrit, six mois après, sur les listes de sa résidence nouvelle, dans les conditions fixées à l'article précédent, que s'il a fait, au moment de son départ, à l'administration de son ancienne résidence, la déclaration de transfert et s'il a réclamé à l'administration de la nouvelle résidence, dans le mois de cette déclaration, son inscription aux registres de la population.

La date de l'acquisition du domicile électoral nouveau se constate conformément au deuxième alinéa de l'article 57 du Code électoral.

ART. 5.

Le bourgmestre et les échevins sont élus par le conseil communal, parmi ses membres. L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue, par autant de scrutins qu'il y a de membres du collège à élire ; le rang des échevins est déterminé par l'ordre des scrutins.

ART. 6.

Sont électeurs pour la province, les citoyens qui réunissent les conditions requises par les articles 1, 2 et 3 de la présente loi pour l'électorat communal.

ART. 7.

Les dispositions du titre III du Code électoral (loi du 12 avril 1894) sont applicables aux élections provinciales.

ART. 8.

Sont applicables aux élections communales et provinciales, les dispositions formant les articles 253 à 267 du Code électoral et y figurant sous le titre XI (représentation proportionnelle).

Hij mag, zes maanden nadien, worden ingeschreven op de lijsten van zijn nieuw verblijf, onder de omstandigheden bij het vorig artikel bepaald, dan alleen wanneer hij, op 't oogenblik van zijn vertrek, bij het bestuur van zijn vroeger verblijf de aangifte heeft gedaan van verandering van verblijfplaats, en binnen ééne maand na deze aangifte, bij het bestuur van zijn nieuw verblijf zijne inschrijving op de bevolkingsregisters heeft gevraagd.

De datum, waarop men het nieuw kiesdomicilie heeft verworven, wordt overeenkomstig het 2^{de} lid van artikel 57 van het Kieswetboek vastgesteld.

ART. 5.

De burgemeester en de schepenen worden door den gemeenteraad verkozen onder de leden van dezen raad. De verkiezing geschiedt bij geheime stemming en bij volstrekte meerderheid ; er hebben zoo veel stemmingen plaats als er leden van het college te verkiezen zijn ; de rangorde van de schepenen wordt bepaald door de orde der stemmingen.

ART. 6.

Zijn kiezer voor de provincie, de burgers die voldoen aan de vereischten van de artikelen 1, 2 en 3 dezer wet om kiesgerechtigd voor de gemeente te zijn.

ART. 7.

De bepalingen van titel III van het Kieswetboek (wet van 12 April 1894) zijn van toepassing op de verkiezingen voor de provincie.

ART. 8.

Zijn van toepassing op de verkiezingen voor de gemeente en de provincie, de bepalingen die de artikelen 253 tot 267 van het Kieswetboek uitmaken en staan onder titel XI (evenredige vertegenwoordiging).

Les inscriptions pour les élections provinciales sont déterminées par un tableau de répartition à joindre à la présente loi.

ART. 9.

Ce tableau sera proposé par une commission formée de dix-sept membres de la législature, désignés, dix par la Chambre et sept par le Sénat et choisis dans la majorité et dans l'opposition, d'après leurs forces respectives. La Commission se mettra, s'il y a lieu, en rapport avec le Gouvernement.

Le tableau sera ensuite soumis aux trois branches du pouvoir législatif pour être annexé à la présente loi.

ART. 10.

La loi du 11 avril 1895, les articles 43 à 47 de la loi du 12 septembre 1895 et les articles 1, 2, 19 et 20 de la loi du 2 avril 1898 sont abrogés.

De inschrijvingen voor de provinciale verkiezingen worden vastgesteld door eene indeelingstabel, aan deze wet toe te voegen.

ART. 9.

Deze tabel wordt voorgesteld door eene Commissie bestaande uit zeventien leden van de Wetgevende Kamers, waaronder tien aangewezen door de Kamer en zeven door den Senaat; zij worden gekozen in de meerderheid en in de minderheid, volgens hare wederzijdsche getalsterkte. De Commissie, zoo er grond voor is, komt in betrekking met de Regeering.

De tabel wordt vervolgens onderworpen aan de drie takken van de Wetgevende Macht om bij deze wet te worden gevoegd.

ART. 10.

Worden afgeschaft: de wet van 11 April 1895, de artikelen 43 tot 47 der wet van 12 September 1895 en de artikelen 1, 2, 19 en 20 der wet van 2 April 1898.

Emile VANDERVELDE,
Ant. DELPORTE,
J. MANSART,
Léon FURNÉMONT,
L. PIRARD,
D^r DELBASTÉE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 DECEMBER 1907.

Wetsvoorstel betreffende het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en de provincie.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Heden ten dage erkent schier iedereen dat onze kieswetten onsamenhangend zijn. Niet alleen verschilt de wijze van toepassing van het meervoudig stemrecht naar gelang van het kiesrecht voor de gemeente, de provincie of de Wetgevende Kamers: ook de wijze om den wil der kiezers uit te drukken verschilt van het eene kiescollege tot het andere. Voor de Kamers hebben wij de evenredige vertegenwoordiging; voor de provinciale raden, het meerderheidsstelsel; voor de gemeenteraden, een gemengd stelsel, dat alle vertegenwoordiging ontzegt aan de minderheidsgroepen zoodra eene lijst de volstrekte meerderheid bekomt, en dit laatste is eene wezenlijke aanmoediging tot samenspanning in zake van verkiezingen.

Reeds sedert lang werd door mannen van elke partij erkend dat eene hervorming noodig is, ten minste wat betreft het kiesrecht voor de gemeente en de provincie.

De eenen zijn voor algemeen stemrecht op den leeftijd van 21 ofwel 25 jaar. Anderen, die geen algemeen stemrecht vragen, zijn van oordeel dat het éénmaken van de kieswetten noodig is.

Dit werd reeds den 31ⁿ Juli 1901 vastgesteld door den heer Verhaegen in zijn verslag over de voorstellen tot hervorming der kieswetten, welke voorstellen een jaar te voren werden overgelegd.

« De meerderheid der Middenafdeeling, zoo schreef hij, was van oordeel dat de kieswetten voor de Wetgevende Kamers, de provinciën en de gemeenten, behooren te worden gelijkgemaakt, inzonderheid voor den kiesouderdom, den verblijftijd en het getal stemmen, aan iederen kiezer toe te kennen. »

Eenigen tijd nadien, bij de beraadslaging over het verslag des heeren Verhaegen, deed de heer de Trooz, Minister van Binnenlandsche Zaken, geene enkele opmerking van beginsel tegen de besluiten van de Middenafdeeling, waarin, overigens, zijne politieke vrienden de meerderheid

hadden. Hij bepaalde er zich bij, te zeggen dat hij zuiver en algemeen stemrecht afwees, verder verklarende in eene redevoering van 13 Februari 1902:

« ... Feitelijk ontbreekt ons de tijd om ons op nuttige wijze bezig te houden met de hervormingen welke, bij voorkomend geval, behooren te worden ingevoerd in onze provinciale en gemeentelijke kieswetten. »

Deze opwerping van gepastheid kan nu niet meer gedaan worden. De gemeenteverkiezingen hebben onlangs plaats gehad. De eerstkomende verkiezingen voor de gemeenteraden zullen slechts in 1911 plaats hebben en niets zou beletten, vóór de verkiezingen van Mei 1908 over te gaan tot het wijzigen van de wet op het vervaardigen der lijsten van provinciale kiezers.

Anderdeels, is het buiten twijfel dat het getal voorstanders van kieshervorming merkkelijk is toegenomen sedert de laatste verkiezingen voor de gemeente.

Kort na deze verkiezingen verklaarde de heer Léon De Lantsheere zich voor éénmaking. De heer Woeste maakte voorbehoudingen, doch verklaarde er zich niet tegen. Kortom, iedereen begint te begrijpen dat, in een land waar het beginsel van evenredige vertegenwoordiging in de wetten staat geschreven voor de verkiezingen van de leden van de beide Kamers, het onmogelijk is duizenden kiezers zonder vertegenwoordiging te laten, wanneer het de verkiezingen voor gemeente en provincie betreft.

Wat aangaat de vierde stem, den differentialen cijns, de drie jaren verblijf, is het onmogelijk daarin anders te zien dan wanhopige redmiddelen welke een partij, die talrijke aanhangers telt in de arbeidersklas, uit eerbied voor zich zelf niet langer moet laten bestaan.

Onder die omstandigheden doet alles voorzien dat zoo niet de provinciale verkiezingen, ten minste de gemeenteverkiezingen van 1911 niet meer zullen plaats hebben onder het stelsel van de tegenwoordige kieswet.

Moest het anders wezen, dan zouden al degenen die mochten te klagen hebben over dat stelsel, niet anders kunnen doen dan overal waar het mogelijk is samen te spannen om de bezwaren daarvan te verzachten.

Doch, wat is in de waarschijnlijke veronderstelling eener hervorming het stelsel dat behoort te worden aangenomen? Meer dan ooit denken wij dat het 't zuiver en algemeen stemrecht zou moeten zijn.

De redenen, die wij reeds twintigmaal hebben doen gelden ten voordeele van politieke gelijkheid, zullen wij hier niet nog eens uiteenzetten. Bepalen wij er ons bij, te doen uitschijnen dat sedert eenige jaren het algemeen stemrecht gansch Europa door iederen dag meer veld wint, om niet te spreken van de democratische landen van Amerika en van Australië.

Na Frankrijk, Duitschland, Zwitserland ging het over naar Oostenrijk, Beieren, Wurtemberg, Finland, zonder gewag te maken van de hertogdommen Lippe en Oldenburg.

In Hongarije heeft de Regeering er zich mede vereenigd.

In Zweden werd het in beginsel aangenomen.

In Nederland heeft het ministerie De Meester onlangs een ontwerp tot grondwetsherziening neergelegd ten einde het algemeen stemrecht een weg te banen.

Kortom, wanneer België het eenig land blijft waar het meervoudig stemrecht bestaat, wordt het algemeen stemrecht meer en meer de wet van al de landen, waarvan de beschaving de onze nabij komt.

Het is onder die omstandigheden dat wij de vierde maal voorstellen, het kiesrecht te verleen en aan alle Belgische burgers die den leeftijd van 21 jaren hebben bereikt en sedert zes maanden hun verblijf in de gemeente hebben.

Daarenboven doen wij het voorstel, op de verkiezingen voor de gemeente en de provincie toe te passen het stelsel van evenredige vertegenwoordiging dat voor de Wetgevende Kamers bestaat.

Doch, volgens ons, is deze uitbreiding van de evenredige vertegenwoordiging tot de verkiezingen voor de gemeente slechts aannemelijk voor zoover de partij, die de meerderheid heeft in den gemeenteraad, niet blootstaat aan de bedreiging den burgemeester gekozen te zien onder de leden der minderheid, verkozen door toepassing van de evenredige vertegenwoordiging.

Daarom vragen wij, zooals de heeren Woeste en Jacobs het vroeger deden, dat de gemeenteraden, die reeds hunne schepenen kiezen, insgelijks den burgemeester zouden benomen.

VANDERVELDE.

PROPOSITION DE LOI

relative à la formation des listes des électeurs communaux et provinciaux.

ARTICLE PREMIER.

Pour être électeur communal, il faut :

- 1° Être Belge de naissance ou avoir obtenu la naturalisation ordinaire ;
- 2° Être âgé de 21 ans accomplis ;

3° Être domicilié dans la commune depuis six mois au moins.

ART. 2.

Les dispositions des articles 8, 20, 21 et 22 du Code électoral (loi du 12 avril 1894) relatives à la constatation de la qualité d'électeur, aux exclusions et suspensions, sont applicables aux électeurs communaux.

ART. 3.

Le collège des bourgmestre et échevins procède à la revision des listes électorales communales, en même temps qu'à la revision des listes des électeurs généraux et provinciaux.

Il y maintient ou y inscrit ceux qui, réunissant les conditions de l'électorat communal, ont, au 1^{er} juillet, leur domicile depuis six mois au moins dans la commune.

ART. 4.

Celui qui transfère sa résidence habituelle d'une commune dans une autre, avant le 1^{er} juillet, ne peut être maintenu à cette date sur la liste des électeurs communaux de la commune qu'il a quittée.

WETSVOORSTEL

betreffende het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en de provincie.

ARTIKEL 1.

Om kiezer te zijn voor de gemeente, moet men :

- 1° Belg van geboorte zijn of de gewone naturalisatie hebben verkregen ;
- 2° Den leeftijd van 21 jaren hebben bereikt ;

3° Sedert ten minste zes maanden zijn domicilie in de gemeente hebben.

ART. 2.

De bepalingen der artikelen 8, 20, 21 en 22 van het Kieswetboek (wet van 12 April 1894) betreffende de vaststelling der hoedanigheid van kiezer, de uitsluitingen en schorsingen zijn van toepassing op de kiezers voor de gemeente.

ART. 3.

Het college van burgemeester en schepenen gaat over tot de herziening van de lijsten der gemeentekiezers ter zelfder tijd als tot de herziening van de lijsten der algemeene en provinciale kiezers.

Daarop worden door het college behouden of ingeschreven zij, die, de vereischten bezittende om kiesgerechtigd voor de gemeente te zijn, op 1 Juli sedert ten minste zes maanden hun domicilie in de gemeente hebben.

ART. 4.

Hij, die vóór 1 Juli zijn gewoon verblijf van eene gemeente naar eene andere gemeente overbrengt, mag, op dien datum, niet worden behouden op de lijsten der gemeentekiezers van de door hem verlaten gemeente.

Il ne peut être inscrit, six mois après, sur les listes de sa résidence nouvelle, dans les conditions fixées à l'article précédent, que s'il a fait, au moment de son départ, à l'administration de son ancienne résidence, la déclaration de transfert et s'il a réclamé à l'administration de la nouvelle résidence, dans le mois de cette déclaration, son inscription aux registres de la population.

La date de l'acquisition du domicile électoral nouveau se constate conformément au deuxième alinéa de l'article 57 du Code électoral.

ART. 5.

Le bourgmestre et les échevins sont élus par le conseil communal, parmi ses membres. L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue, par autant de scrutins qu'il y a de membres du collège à élire ; le rang des échevins est déterminé par l'ordre des scrutins.

ART. 6.

Sont électeurs pour la province, les citoyens qui réunissent les conditions requises par les articles 1, 2 et 3 de la présente loi pour l'électorat communal.

ART. 7.

Les dispositions du titre III du Code électoral (loi du 12 avril 1894) sont applicables aux élections provinciales.

ART. 8.

Sont applicables aux élections communales et provinciales, les dispositions formant les articles 253 à 267 du Code électoral et y figurant sous le titre XI (représentation proportionnelle).

Hij mag, zes maanden nadien, worden ingeschreven op de lijsten van zijn nieuw verblijf, onder de omstandigheden bij het vorig artikel bepaald, dan alleen wanneer hij, op 't oogenblik van zijn vertrek, bij het bestuur van zijn vroeger verblijf de aangifte heeft gedaan van verandering van verblijfplaats, en binnen ééne maand na deze aangifte, bij het bestuur van zijn nieuw verblijf zijne inschrijving op de bevolkingsregisters heeft gevraagd.

De datum, waarop men het nieuw kiesdomicilie heeft verworven, wordt overeenkomstig het 2^{de} lid van artikel 57 van het Kieswetboek vastgesteld.

ART. 5.

De burgemeester en de schepenen worden doordengemeenteraad verkozen onder de leden van dezen raad. De verkiezing geschiedt bij geheime stemming en bij volstreckte meerderheid ; er hebben zoo veel stemmingen plaats als er leden van het college te verkiezen zijn ; de rangorde van de schepenen wordt bepaald door de orde der stemmingen.

ART. 6.

Zijn kiezer voor de provincie, de burgers die voldoen aan de vereischten van de artikelen 1, 2 en 3 dezer wet om kiesgerechtigd voor de gemeente te zijn.

ART. 7.

De bepalingen van titel III van het Kieswetboek (wet van 12 April 1894) zijn van toepassing op de verkiezingen voor de provincie.

ART. 8.

Zijn van toepassing op de verkiezingen voor de gemeente en de provincie, de bepalingen die de artikelen 253 tot 267 van het Kieswetboek uitmaken en staan onder titel XI (evenredige vertegenwoordiging).

Les inscriptions pour les élections provinciales sont déterminées par un tableau de répartition à joindre à la présente loi.

ART. 9.

Ce tableau sera proposé par une commission formée de dix-sept membres de la législature, désignés, dix par la Chambre et sept par le Sénat et choisis dans la majorité et dans l'opposition, d'après leurs forces respectives. La Commission se mettra, s'il y a lieu, en rapport avec le Gouvernement.

Le tableau sera ensuite soumis aux trois branches du pouvoir législatif pour être annexé à la présente loi.

ART. 10.

La loi du 11 avril 1895, les articles 43 à 47 de la loi du 12 septembre 1895 et les articles 1, 2, 19 et 20 de la loi du 2 avril 1898 sont abrogés.

De inschrijvingen voor de provinciale verkiezingen worden vastgesteld door eene indeelingstabel, aan deze wet toe te voegen.

ART. 9.

Deze tabel wordt voorgesteld door eene Commissie bestaande uit zeventien leden van de Wetgevende Kamers, waaronder tien aangewezen door de Kamer en zeven door den Senaat; zij worden gekozen in de meerderheid en in de minderheid, volgens hare wederzijdsche getalsterkte. De Commissie, zoo er grond voor is, komt in betrekking met de Regeering.

De tabel wordt vervolgens onderworpen aan de drie takken van de Wetgevende Macht om bij deze wet te worden gevoegd.

ART. 10.

Worden afgeschaft: de wet van 11 April 1895, de artikelen 43 tot 47 der wet van 12 September 1895 en de artikelen 1, 2, 19 en 20 der wet van 2 April 1898.

Emile VANDERVELDE,
Ant. DELPORTE,
J. MANSART,
Léon FURNÉMONT,
L. PIRARD,
D^r DELBASTÉE.
